

## Le 8<sup>e</sup> congrès de Force-Ouvrière ou un congrès pour rien

Nous avons demandé à un de nos amis présent au congrès de F.O. de nous rapporter ici ses impressions.

« Un congrès de Force Ouvrière ne sert à rien. Il vote des motions, mais n'élit pas les organismes directeurs chargés de les appliquer. » Le sarcasme qui s'exprime ainsi publiquement à la Tribune n'est autre que Roger Lapeyre, animateur du M. S.U.D. et secrétaire de la Fédération des Travaux publics et des transports ; un de ces « sénateurs » comme il l'a dit lui-même, qui élisent la commission exécutive ; le seul qui eut le mérite de proposer une modification de l'élection de la direction qui eût pu démocratiser quelque peu les structures de la confédération.

Certes, un congrès de F. O. est démocratique, en ce sens que Lubin de la fédération des fonctionnaires peut librement déclarer sans se faire éjecter de la tribune : « ... nous apparaissions comme un appendice du pouvoir, comme les garants et les défenseurs du système capitaliste. Dans la lutte des classes qui s'impose le Bureau (confédéral) se montre réellement insuffisant. » Mais ces critiques, et il y en eut de nombreuses et de sévères, ne servent que de dévouements aux militants ; l'appareil demeure, avec ou sans Bothereau. L'immobilisme est la règle d'or des dirigeants de la majorité.

Cependant, cette fois-ci l'on s'attendait à un changement. Même modeste, il eût été considérable de conséquences dans les circonstances présentes. La grève des mineurs du printemps dernier, les mouvements revendicatifs actuels du secteur public, en un mot la résistance des travailleurs à la politique réactionnaire du gouvernement et à ses tentatives de domestication des organisations syndicales, les progrès de l'unité d'action y compris le tournant sérieux de la S.F.I.O., tout cela offrait aux militants F. O. la possibilité de dégeler la situation, en faisant prendre à leur confédération des initiatives qu'elle a trop longtemps abandonnées aux autres centrales. Il n'en fut rien. Comme par le passé la majorité, dont pourtant certains dirigeants critiquent en privé l'immobilisme et l'isolement, l'a facilement emporté sur une minorité divisée que certains espéraient voir marquer des points. La grande presse qui n'est pas à une erreur près en matière d'information syndicale avait présenté les deux courants minoritaires, l'un comme « moderniste », l'autre comme « archéo-syndicaliste ».

Le premier animé par Sidro (fédération des employés), Labi (industries chimiques), Cottane (ingénieurs métallurgie) et Laval (métaux de St-Etienne), posèrent, mais en termes très enveloppés, le problème de l'unité d'action, voire de la réunification sous certaines conditions. Tous affirmèrent que la réunification n'était possible tant que la C. G. T. resterait stalinisée et que la C.F.T.C. n'abandonnerait pas ses références confessionnelles. Mais tous aussi montrèrent que l'on ne pouvait délibérément lui tourner le dos dans l'avenir.

## DES OBJECTIFS POLITIQUES...

La suspension des luttes revendicatives n'est pas seulement provoquée par les fêtes de fin d'année. Les communiqués évasifs ou embarrassés des centrales syndicales, la chute de tension après la grève des cheminots sonnet de la récente période, l'échec quasi-total de la journée d'action C.F.T.C. du 27 novembre, l'absence de mouvements spontanés de « débordement des appareils » marquent indiscutablement un trouble profond dans la classe ouvrière. Les divers mouvements n'ont pas fait bouger d'un pouce le gouvernement, malgré des multiples journées de grèves d'avertissements d'action, entraînant des centaines de milliers de travailleurs du secteur public.

La première difficulté provient du fait que le secteur privé est à peu près absent de la lutte et l'isolement du secteur public ne peut qu'augmenter les difficultés. La C.G.T. conserve sa tactique intégrale. La différence entre les grèves tournantes d'un quart d'heure par équipe dans une autre et les journées de 24 heures de grève d'E.D.F., puis des cheminots, etc., est minime, si l'on fait abstraction des nombres. C'est une politique de pression qui n'a de raison d'être que si le pouvoir daigne accorder de menues satisfactions... et ce n'est pas le cas. Maintenant, la coordination est admise (C. A. du 22-11-63), mais elle consiste surtout à fixer des dates de journée d'action suffisamment espacées pour ne pas avoir de surprises.

Il existe le sentiment très répandu dans la classe ouvrière qu'il faudrait agir tous ensemble, mais ce sentiment n'est point tel qu'il suffit à permettre le déclenchement de cette lutte en dehors des directions syndicales. La C.F.T.C. l'utilise dans sa propagande. Démagogiquement, elle en fait un instrument de chantage qui gêne beaucoup la C.G.T. placée bien souvent dans la situation du « mou ». Mais son usage en direction du régime est explicitement exprimé par DESCAMPS, secrétaire général C.F.T.C., de la façon suivante : « Nous voulons créer un pouvoir de compensation, élément d'une véritable démocratie économique. » C'est le complément syndicaliste de ce que le P.S.U. nouvelle formule appelle « le contre-plan ». Ces deux formules ont ceci de commun qu'elles oublient en chemin de parler de renversement du gaullisme.

Car la question est bien là. La C.G.T. n'a pas tort de parler de « légèreté » de la C.F.T.C., l'accusant de se méprendre sur la nature de la puissance du pouvoir gaulliste. A la différence des anarcho-syndicalistes qui considèrent la grève comme le seul moyen de faire aboutir les revendications en faisant reculer le pouvoir, les dirigeants du P.C.F. comme de la C.G.T. n'ignorent pas que la grève générale est fatalement politique, et pose par excellence le problème du pouvoir.

C'est la raison pour laquelle la C.G.T. refuse de « s'enfermer dans une généralisation qui ne tiendrait pas compte de la diversité des situations, tant sur le plan départemental que national » (C. A. de la C.G.T. du 22-11-63). C'est aussi pourquoi, repoussant « tout verbiage gauchiste », « sans vantardise » « sans vaine bravade », la C.G.T. entend poursuivre sa politique basée sur la possibilité d'obtenir les revendications économiques et sociales.

C'est en réalité cette absence de perspectives, et la conscience des ouvriers que leurs revendications sont d'une ampleur nécessitant des combats décisifs qui expliquent pourquoi ces derniers sont très réticents à s'engager dans des actions sans envergure.

L'un dans l'autre, le secteur privé obtient ses 8 % à 10 % dans l'année. Le secteur public bataille pour obtenir l'alignement de ses salaires sur ceux du secteur privé. C'est le vrai moteur de l'action actuelle.

Les programmes revendicatifs du secteur privé (40 heures, augmentation de salaires, réduction de l'âge de départ en retraite), représentent au bas mot 40 à 50 % en plus.

Aucun ouvrier n'a l'illusion qu'il peut obtenir cela simplement en manifestant son mécontentement 1 heure, 2 heures ou 24 heures. Chez Renault, les mouvements de grève tournante ou non ne représentent par ouvrier jamais plus de 8,75 heures par trimestre. Neuf heures de grève provoquent un abatement sur prime, plus la perte de salaire correspondante, équivalant à 100 francs minimum (1 semaine en grève 500 F.).

L'engagement dans une action devient un problème sérieux, IL FAUT QUE L'ACTION SOIT PAYANTE, sinon il vaut mieux ne pas se fatiguer, estiment tous les ouvriers.

Le grève limitée est une soupape au mécontentement. Mais une LUTTE D'ENVERGURE NECESSITE LA DEFINITION D'OBJECTIFS POLITIQUES RADICAUX.

C'EST CE VIDE QU'IL FAUT COMBLER AVANT LES AFFRONTLEMENTS DECISIFS.

Ils posèrent également, mais d'une façon encore plus confuse, le problème de l'accession des syndicats aux responsabilités économiques et politiques sans préciser dans quel cadre politique ils la concevaient. Dans le cadre du régime gaulliste actuel, dans celui d'une quatrième république renouée ou dans un cadre socialiste.

Cette imprécision leur valut de la part de l'autre courant minoritaire une volée de bois vert. Ces derniers, animés par Pallardet (cheminots), Renard (métaux Paris), Dumont (Bibliothèque nationale) et Hebert (V. D. Loire-Atlantique), eurent beau jeu de dénoncer la politique de collaboration de classe au sein des organismes officiels, conseil économique, conseil supérieur au plan, comités d'expansion régionaux, qui conduisent insensiblement à l'intégration du syndicalisme à l'Etat.

Ils se bornèrent à déposer une motion qui réclamait le retrait des représentants syndicaux de tous les organismes d'Etat, mais ne présentèrent aucune orientation constructive susceptible de redonner l'initiative à l'ensemble du mouvement ouvrier. Pire, au moment du vote au rapport moral, ils se divisèrent encore les uns apportant leurs mandats au rapport moral, entérinant ainsi la politique passée du Bothereau.

Ainsi les minoritaires s'entredéchirèrent au profit de la majorité faute d'avoir de longue date élaboré une politique d'ensemble.

Le redressement de F.O. n'est donc pas pour demain. Cependant, comme le souligne Rino (V.D., Seine), qui vota avec conséquence contre le rapport moral, la con-

fédération ne pourra éternellement éluder les problèmes, en particulier celui de la réunification. L'immense majorité des salariés restent en dehors des organisations syndicales et y resteront aussi longtemps que les directions actuelles des trois centrales se maintiendront sur leurs positions.

Ce sera donc au niveau de la base que les discussions devront s'engager entre syndiqués des trois centrales et inorganisés pour tenter de définir un programme d'action qui sorte le mouvement ouvrier de son immobilisme.

Au sein de F. O. il n'y aura pas de changement possible tant que les minoritaires agiront en ordre dispersé, tant qu'ils ne feront pas en commun un effort de clarification en vue de l'élaboration d'un tel programme. Ce problème est celui de tout le mouvement ouvrier.

C'est donc publiquement qu'il doit être fraternellement et démocratiquement débattu.

J. R. CHAUVIN

ABONNEMENT — 1 an : 10 F  
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39

Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2<sup>e</sup> - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12<sup>e</sup>

## CHEZ RENAULT

Dans un bulletin d'octobre, la direction C.G.T. Renault notait que depuis plusieurs années, les O.S. ont été assez tièdes lors des débrayages, et soulignait que les luttes catégorielles ou corporatives, « par leur caractère, estompent la réalité de l'exploitation capitaliste en n'y recherchant, comme remède, que l'augmentation des coefficients et la revalorisation de telle ou telle catégorie. Elles aboutissent en l'absence d'une plateforme revendicative générale solide, à opposer à l'inflation monétaire, l'inflation des coefficients, sans résoudre le problème du pouvoir d'achat. C'est comme si les travailleurs s'acharnaient à vouloir grimper un escalier roulant descendant. »

Ce ton était nouveau. Il s'expliquait par l'inquiétude justifiée de nombreux militants syndicalistes. Depuis des années, nombre de cadres satisfaits financièrement par les augmentations hiérarchisées n'ont plus jugé utile de militer syndicalement. A l'autre bout de l'échelle, nombre d'O.S., las de former les combattants dans une lutte où ils sont toujours perdants, ont montré eux aussi une certaine désaffection à l'égard du syndicat.

Une initiative — que tous les militants révolutionnaires doivent approuver et étendre — indique par ses résultats cette tendance.

Parmi les ouvriers de l'équipe B du département 31, la C.E. de la section C.G.T. du département a organisé une consultation écrite sur la question des luttes :

Voici les réponses :

Pour une grève à l'échelle nationale : 64,34 % des voix.

Pour la grève tournante : 4,64 % des voix.

Nous avons la conviction que le pourcentage serait semblable dans toutes les usines. Nous avons aussi la conviction que cela fait un bout de temps que ce pourcentage serait identique.

Et ceci nous conduit à penser que nombre de reportages de la « Vie Ouvrière » étaient « préfabriqués ». Les camarades se souviennent de ces ouvriers interrogés par le reporter et qui répondaient : « La grève tournante, c'est bien. Les piqures d'épingle, ça fait du mal aux tailliers et ça ne coûte pas cher à l'ouvrier ». Du bla-bla-bla de ce genre a paru dix fois en quelques années dans la « V.O. », et ne correspondait pas du tout à la pensée réelle des travailleurs dans leur majorité.

Or, aujourd'hui, un nouveau tract de la C.G.T. Renault revient en arrière par rapport aux textes corrects cités en début d'article.

Sous couleur de répondre à la C.F.T.C., la direction C.G.T. énumère tous les obstacles qui s'opposent à un mouvement généralisé. Certes, elle soutient qu'elle souhaite un tel mouvement, bien entendu, mais il faudrait, en somme, qu'il surgisse spontanément de la base. Il faut que la température monte ici et là, il faut que telle ou telle condition soit remplie, il faut que tous soient d'accord. Il y a tellement de conditions que le mouvement est forcément renvoyé aux calendes grecques.

Or, nous pensons, et des milliers de travailleurs pensent que la notion de démocratie n'est pas en contradiction avec la notion de « Centrale syndicale ». S'il fallait attendre que tout le monde (depuis l'avant-garde jusqu'à l'arrière-garde) exige un mouvement, il n'y aurait pas besoin de centrale.

Nous ne disons pas que n'importe quel mouvement soit possible sans préparation, nous disons seulement qu'il est malhonnête de détourner les travailleurs de la seule voie, d'exalter pendant des années les mouvements tournants, et de feindre ensuite de se désoler en constatant qu'à tel endroit, telle corporation ouvrière n'est pas mûre pour le mouvement général.

La voie vers un mouvement uni passe aussi par la multiplication des consultations ouvrières telle qu'elle fut faite dans le département 37.

En attendant le mouvement, généralisons au moins la consultation.

YVIN.